



Un monde, Une santé^{MC}: *passer à l'action*

Du 16 au 19 mars 2009 – Winnipeg (Manitoba) Canada

Rapport de la consultation d'experts



Publié par Agence de la santé publique du Canada, April 2009

La reproduction d'extraits du présent document à des fins personnelles est autorisée à condition d'en indiquer la source en entier.

PDF: HP45-5/2009F-PDF

ISBN: 978-1-100-91735-1

© Sa Majesté la reine du chef du Canada, 2009

^{MC} - One World, One Health est une marque déposée de la Wildlife Conservation Society



Table des matières

Un monde, Une santé: passer à l'action
Rapport de la consultation d'experts

Partie 1 : Survol de la séance de consultation et principales recommandations	1
Partie 2 : Mise en contexte	5
• Mot d'ouverture	5
• Contexte et but	5
• Tour d'horizon du concept Un monde, Une santé (One World, One Health)	6
• Aperçu du cadre stratégique	7
Partie 3 : Séances de travail et rétroaction	9
• Pratiques exemplaires pour renforcer la capacité internationale, nationale et régionale en matière de surveillance intégrée	9
• Pratiques exemplaires pour assurer une capacité internationale, nationale et régionale appropriée en matière de santé publique et animale, y compris en matière de communications	11
• Pratiques exemplaires pour assurer le fonctionnement intégré d'une capacité d'intervention nationale en cas d'urgence	13
• Pratiques exemplaires pour promouvoir une collaboration et un partenariat interinstitutions et intersectoriels	15
• Pratiques exemplaires pour contrôler l'influenza aviaire hautement pathogène et d'autres maladies infectieuses susceptibles de réapparaître	17
• Pratiques exemplaires en matière de recherche stratégique	19
Partie 4 : Séances facultatives	21
Partie 5 : Mot de la fin	24
Annexes	25
A Programme	
B Liste des participants	
C Acronymes	



PARTIE 1 : SURVOL DE LA SÉANCE DE CONSULTATION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS



Le Centre des maladies infectieuses d'origine alimentaire, environnementale et zoonotique (CMIAEZ) de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a tenu la séance de consultation d'experts autour du concept Un monde, Une santé^{MC 1} (One World, One Health) à Winnipeg, au Manitoba, du 16 au 19 mars 2009.

Le concept Un monde, Une santé (UMUS) propose une approche internationale, interdisciplinaire et intersectorielle en matière de surveillance, de dépistage, de prévention, de contrôle et de réduction des impacts des maladies infectieuses émergentes, de même qu'en matière de conservation de l'environnement (Cadre stratégique, UMUS, 2008). Il reconnaît les liens entre la santé animale, la santé humaine et la santé des écosystèmes. De façon générale, le concept UMUS fournit un cadre de prévention des maladies infectieuses d'origine animale émergentes, plutôt que de simplement s'y attaquer lorsqu'elles apparaissent.

Des experts internationaux et canadiens d'universités, de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, d'organismes des Nations Unies et du secteur privé se sont réunis à l'hôtel Fort Garry pour discuter du document *Contributing to One World One Health: A Strategic Framework for Reducing Risks of Infectious Diseases at the Animal-Human-Ecosystems Interface* (Contribuer à One World, One Health, Cadre stratégique pour réduire les risques de maladies infectieuses à l'interface des écosystèmes humains-animaux). Le cadre stratégique est le projet conjoint de six organisations internationales d'envergure, soit : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Banque mondiale et le Bureau du coordonnateur du système des Nations Unies sur la grippe (UNSIC). Le document présente six objectifs prioritaires que les pays devraient prendre en considération, dont : le renforcement de la capacité en matière de surveillance, la promotion de partenariats interinstitutions et intersectoriels ainsi que le fonctionnement d'une capacité d'intervention nationale en cas d'urgence.

Le cadre stratégique a été dévoilé lors de la sixième Conférence ministérielle internationale sur la grippe aviaire et pandémique (IPAPI) ayant eu lieu en Égypte en octobre 2008. Dans le cadre de cette réunion, l'ASPC a offert d'accueillir une séance de consultation pour discuter plus longuement des objectifs du cadre stratégique.



Au cours de la séance de consultation de trois jours, des experts de vingt-trois pays ont partagé leurs connaissances relatives aux pratiques exemplaires et aux défis et barrières liés à la mise en œuvre d'une approche UMUS.

¹ One World, One Health est une marque de commerce de la Wildlife Conservation Society





Les représentants des six organisations internationales ont discuté de leur vision du cadre stratégique et ont répondu aux questions des participants. Un certain nombre d'experts ont présenté des exposés et des études de cas des principaux secteurs et les participants ont pu travailler en petits groupes pour discuter de questions telles que la collecte de données de surveillance, la gestion et la prise en charge, la formation interdisciplinaire et le maintien de la volonté politique. Les recommandations émises par les experts englobent la création de réseaux d'échange d'information transdisciplinaires, la création d'un programme d'études universitaires en « santé mondiale » et la participation du plus grand nombre de personnes possible aux initiatives de santé animale, de santé humaine et de santé des écosystèmes.

Dans son mot de la fin, Danielle Grondin, sous-ministre adjointe intérimaire de la Direction générale des maladies infectieuses et des mesures d'urgence de l'ASPC, a encouragé les participants à endosser l'esprit UMUS et à l'appliquer dans toutes leurs sphères d'influence.



Principales recommandations

Les principales recommandations suivantes ont été émises au cours de la séance de consultation. Elles se rapportent aux secteurs d'intervention privilégiés pour faire évoluer les concepts UMUS d'interactions entre les animaux, les humains et les écosystèmes ainsi que les objectifs présentés dans le cadre stratégique.

- **Favoriser la volonté politique** – La volonté politique à plusieurs niveaux et interministérielle est essentielle à l'évolution du concept UMUS.
- **Appuyer les partenariats et la collaboration** – Il est primordial de trouver de nouvelles manières de collaborer et de bâtir de nouvelles attitudes. Le leadership et l'engagement seront nécessaires pour faire de la collaboration multidisciplinaire une pratique commune.
- **Encourager le partage de l'information et l'intégration** – Travailler de manière plus intégrée et échanger des données et de l'information aideront à éliminer les « réserves de données » et « le monopole des données ».
- **Renforcer la capacité** (infrastructure et compétences) – L'acquisition de connaissances, de compétences et d'attitudes UMUS au niveau local est très importante. Il faut encourager les universités à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de formation intégrés et à favoriser la collaboration transdisciplinaire.
- **Élaborer des plans et des stratégies de communication** – Les médias devraient être invités à participer à titre de partenaires. Cela nécessitera des investissements dans la formation. Travailler avec les médias est essentiel pour communiquer des renseignements au public et à d'autres auditoires cibles.



- **Offrir des primes d'incitation pour le signalement d'événements néfastes** – Les primes d'incitation sont importantes pour mettre en place des actions clés (comme le signalement) de façon opportune.
- **Encourager la participation des intervenants et de la collectivité** – Toute personne touchée par ces questions doit comprendre son rôle et sa contribution. Cela nécessitera la participation des intervenants et des collectivités aux concepts UMUS.
- **Développer une approche supranationale** – L'intégration des efforts, des données, etc. doit respecter une approche transfrontalière et régionale en plus d'une approche multidisciplinaire et transdisciplinaire.

Les participants ont aussi noté qu'il est nécessaire de définir clairement les termes relatifs au concept UMUS (comme « transdisciplinaire », « multidisciplinaire », etc.), afin d'assurer une perspective commune. Il y a aussi un besoin de cohérence dans l'expression des principes UMUS; par exemple, le terme « santé des animaux, des humains et des écosystèmes » devrait être utilisé au lieu du terme « santé des animaux et des humains ».

Il a été reconnu qu'il était problématique de définir le concept Un monde, Une santé. Toutefois, pour le moment, la plupart des participants étaient d'avis qu'il n'était pas impératif d'élaborer une définition universelle. Le plus important est que le but et les objectifs généraux du concept UMUS soient généralement compris et appliqués à l'échelle internationale, régionale, nationale et organisationnelle/institutionnelle.

La séance de consultation d'experts autour du concept Un monde, Une santé a été organisée par les personnes suivantes :

- *Mark Raizenne*, directeur général du Centre des maladies infectieuses d'origine alimentaire, environnementale et zoonotique, Agence de la santé publique du Canada;
- *Nick Previsich*, conseiller principal, Un monde, Une santé, Centre des maladies infectieuses d'origine alimentaire, environnementale et zoonotique, Agence de la santé publique du Canada;
- *Linda S. Williams*, gestionnaire responsable de politiques, Division de la migration et de la santé voyage, Agence de la santé publique du Canada;
- *Annie-Claude Bourgeois*, analyste des politiques, Direction de l'intégration des politiques, de la planification, des rapports et des relations internationales, Agence de la santé publique du Canada;
- *Purni Narayanan*, épidémiologiste, Centre des maladies infectieuses d'origine alimentaire, environnementale et zoonotique, Agence de la santé publique du Canada.



PARTIE 2 : Un monde, Une santé: passer à l'action Rapport de la consultation d'experts

MISE EN CONTEXTE



Mot d'ouverture

David Butler-Jones, administrateur en chef de la santé publique du Canada



Dans son mot d'ouverture, David Butler-Jones a souhaité la bienvenue aux participants à la séance de consultation. Il a souligné la vision et le travail des six organisations internationales auteures du document *Contributing to One World One Health: A Strategic Framework for Reducing Risks of Infectious Diseases at the Animal-Human-Ecosystems Interface*.

D^r Butler-Jones a noté que la séance de consultation était une occasion de partager des idées et des commentaires sur le cadre stratégique. Les personnes qui se sont réunies à Winnipeg représentaient un grand éventail de pays, d'institutions et de disciplines, et ont apporté des points de vue et une expertise qui inspireront de précieuses idées pour faire évoluer le concept UMUS.

Ses commentaires ont fait valoir que le concept UMUS consistait à favoriser une compréhension plus étendue du besoin d'une approche en santé et maladie qui englobe tous les aspects de la santé des animaux, des humains et des écosystèmes. Les maladies infectieuses émergentes constituent un immense obstacle pour la collectivité mondiale, l'économie et l'environnement. Les principaux acteurs à l'échelle internationale sont conscients du travail qui doit être accompli; il est important qu'il en soit de même à l'échelle nationale.

Travailler ensemble, à l'échelle mondiale, nous permettra de prévenir les maladies infectieuses émergentes plutôt que de simplement s'y attaquer lorsqu'elles apparaissent. Aucun pays ne possède les ressources nécessaires pour prévenir une urgence ou une épidémie ou pour y être tout à fait préparé. Toutefois, grâce à des efforts collectifs et à la collaboration, ce défi primordial peut être relevé. Travailler ensemble nous permettra de créer un futur plus sain pour tous les citoyens du monde.



Contexte et but

Mark Raizenne, Agence de la santé publique du Canada

Keith Campbell, Agence canadienne d'inspection des aliments

Dans leur discours, Mark Raizenne et Keith Campbell ont insisté sur le fait que la réunion constitue une occasion pour les participants de multiples disciplines, organisations et pays de partager leurs pratiques exemplaires, d'examiner les leçons apprises et de cerner les mesures à prendre en priorité. Il s'agit d'une possibilité de collaboration, qui constitue un des principes généraux du concept UMUS. La collaboration et les partenariats à tous les niveaux seront essentiels à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de prévention qui seront « le cœur et l'âme » d'une intervention mondiale. En misant sur l'expertise réunie, cette réunion fera évoluer le cadre stratégique de la prise de conscience à la compréhension et entraînera le passage des idées aux actes.



Tour d'horizon du concept Un monde, Une santé : la justification d'une action mondiale

William B. Karesh, Wildlife Conservation Society

Dans sa présentation, William Karesh a souligné que les deux thèmes fondamentaux du concept UMUS sont : les liens entre les maladies des espèces sauvages, des animaux d'élevage et des humains; et l'importance de la mise en place de stratégies intégrées de lutte contre les maladies. L'interdépendance entre la santé des animaux, des humains et des écosystèmes ainsi que la nature transfrontalière de la faune, requièrent également des interventions interdépendantes, multidisciplinaires, transdisciplinaires et transfrontalières.



Le premier colloque UMUS de la Wildlife Conservation Society s'est tenu en septembre 2004 à New York et était axé sur « la création de ponts interdisciplinaires pour la santé dans un univers mondialisé ». Les colloques subséquents de la Wildlife Conservation Society ayant eu lieu à Bangkok (novembre 2004) et en Chine (novembre 2005) étaient centrés sur les menaces des maladies infectieuses émergentes envers la santé et la sécurité humaines, la conservation et l'agriculture ainsi que leurs répercussions sur la politique publique.

L'interaction entre les animaux, les humains et l'environnement est complexe, rendant ainsi difficile la prévention et la prédiction de l'émergence des maladies des espèces sauvages et des conséquences découlant de leur apparition. Cette complexité est accrue par un manque de capacité en matière de collecte et d'intégration des renseignements nécessaires pour interpréter les risques à partir des observations se rapportant à des événements.

La prévention est préférable à la guérison et à l'intervention; cette approche s'avère moins dispendieuse et plus efficace. Toutefois, les plans de prévention sont souvent réinventés, au cas par cas et par pays, en raison des difficultés dues au manque d'accessibilité aux expériences et à l'expertise à l'échelle internationale, diminuant de ce fait les avantages potentiels de la prévention.

Les personnes à la source sont plus aptes à recueillir l'information puisqu'elles peuvent remarquer tout changement important. Cette information devrait ensuite être communiquée aux experts qui sont en mesure d'interpréter les observations et d'évaluer les résultats et les risques. Les données complémentaires relatives à la collectivité, aux espèces, à l'environnement, au climat, aux politiques locales, etc. fournissent également d'importantes informations. La capacité sur le terrain dans les collectivités, comme les professionnels de première ligne, les techniciens et les bénévoles, ainsi que les outils de gestion de l'information, permettent de recueillir et d'évaluer de précieux renseignements.

De grands pas ont été franchis en matière de contrôle, d'analyse et d'échange d'information entre les institutions au cours des cinq dernières années. Il y a une compréhension accrue du besoin de travailler ensemble à l'élaboration de synergies entre les concepts de santé animale, humaine et environnementale, les institutions et les professionnels. La formation de partenariats entre les organisations est préférable à la création de programmes similaires au sein de chaque organisation. Il est essentiel de nous aider les uns les autres si nous voulons atteindre un objectif commun.

Aperçu du cadre stratégique



Des représentants des six organisations internationales ayant participé à l'élaboration du document *Contributing to One World One Health: A Strategic Framework for Reducing Risks of Infectious Diseases at the Animal-Human-Ecosystems Interface*, ont pris part à une discussion entre experts sur le cadre stratégique traitant, entre autres, de la portée et des approches de mise en œuvre. Ce groupe d'experts était composé de : Paul R. Gully (Bureau du coordonnateur du système des Nations Unies sur la grippe); Jørgen Schlundt (Organisation mondiale de la Santé); Alejandro Thiermann (Organisation mondiale de la santé animale); Joseph Domenech (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture); Jimmy Smith (Banque mondiale); et Osman Mansoor (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). Les messages clés de cette discussion sont présentés ci-dessous.

But et principes

Le concept UMUS vise à réduire le risque et à minimiser l'impact mondial des épidémies et des pandémies découlant de maladies infectieuses émergentes (EPDMIE) en : accumulant de l'information sur les maladies des espèces sauvages et des animaux d'élevage; améliorant les systèmes de surveillance et d'intervention en cas d'urgence à l'échelle nationale, régionale et internationale; et les appuyant grâce à des services en matière de santé publique et de santé animale solides et stables et à des stratégies de communications nationales efficaces. Les priorités seront établies en fonction des secteurs de risques connus (« zones sensibles ») en matière de maladies émergentes et des données de recherche pointant de nouveaux risques.

Le cadre stratégique présente d'importants moyens pour alléger le fardeau des maladies sur les humains. Tout d'abord, le dépistage des maladies chez les animaux permettra de réduire les conséquences de ces maladies chez l'homme. Ensuite, une approche commune entre les pays et les régions permettra la préparation de mesures de contrôle face à des EPDMIE et ce, à l'échelle mondiale. Des systèmes de surveillance, de dépistage et d'intervention efficaces partout dans le monde, bien ancrés au niveau national, sont importants. Cela requiert une collaboration horizontale et des partenariats entre les secteurs de la santé animale, humaine et des écosystèmes. Des outils, notamment des plateformes cognitives intégrées et des systèmes d'échange de données, doivent être mis en place.

Le coût de l'inaction est trop élevé : la Banque mondiale estime qu'une pandémie de grippe aviaire (GA) coûterait 3 billions de dollars au monde entier. L'intervention mondiale en matière de GA mise en œuvre a permis de sauver des vies humaines et de réduire les conséquences économiques. L'expérience de la GA a permis à la collectivité mondiale d'apprendre à partir des réussites et des initiatives du moment qui ont été mises en place à tous les niveaux. Les questions d'ordre politique, social et culturel, ainsi que les facteurs sous-jacents à l'apparition et la propagation des maladies, incluant le comportement humain (p. ex. signalement, choix sains, choix environnementaux, etc.), sont des aspects qui requièrent une attention plus soutenue.



Mis en œuvre

Le concept UMUS prend de l'ampleur. Les gens reconnaissent davantage le besoin de passer d'une approche étroite à des interventions sectorielles plus larges au niveau national et de s'éloigner d'un mode de réaction aux crises pour adopter un mode d'action soutenue, y compris la conception de systèmes de surveillance de haute performance coordonnés et intégrés. Parallèlement, il faut continuer à travailler sur la préparation en cas d'urgence. Une meilleure compréhension, à tous les niveaux, du fait qu'il est obligatoire d'intégrer un plus grand éventail de disciplines aux plans de préparation en cas de pandémie entraînera de meilleurs résultats.

Certains pays pourraient ne pas bénéficier des liens horizontaux nécessaires. Dans certains pays développés, des systèmes favorisant le cloisonnement sont profondément implantés, ce qui freine ou limite l'adoption d'approches intersectorielles, l'horizontalité et l'intégration. Dans certains pays en voie de développement, les mécanismes de collaboration font partie intégrante de la création de systèmes de surveillance. Tous les pays doivent s'assurer que la collaboration est la « norme ». Cette approche pourrait nécessiter la création ou l'amélioration de réseaux pour saisir des données et des renseignements de diverses sources officielles et officieuses.

Le manque de ressources, financières et humaines, et d'infrastructures représentent des défis de taille pour la mise en œuvre. Des programmes de formation sont importants pour acquérir des compétences et des aptitudes, surtout pour renforcer la capacité sur le terrain, créer des centres de liaison pour le signalement et augmenter la capacité d'établir rapidement des diagnostics. La formation des vétérinaires et des praticiens en santé animale et en santé humaine doit tenir compte des principes UMUS.

Les pays développés peuvent largement promouvoir et sensibiliser le concept UMUS et la collaboration intersectorielle, ainsi qu'encourager la participation des gouvernements et des organismes non gouvernementaux (ONG) au sein des pays en voie de développement. Il est important de présenter des exemples de réussites, de promouvoir les leçons apprises et de partager les pratiques exemplaires. Le secteur privé joue également un rôle en établissant des partenariats public-privé.

Le concept UMUS n'est pas une solution universelle; il tient compte des priorités, de la culture, des systèmes et des comportements propres aux pays. Ainsi, il est important d'assurer une sensibilisation et une compréhension accrue de l'interdépendance et des complexités liées à la circulation internationale des gens, des animaux et des produits alimentaires, aux facteurs écosystémiques et aux conséquences socio-économiques.

L'élaboration du cadre stratégique, qui a réuni ces six organisations internationales animées de leurs mandats et de leurs missions propres, est un exemple en soi du pouvoir de l'approche UMUS. Le gouvernement, les ONG, et d'autres organisations ont maintenant la possibilité de communiquer leurs idées dans le cadre du concept UMUS ainsi que d'engager et de sensibiliser chacun à l'égard du potentiel et de la force du bien commun.

PARTIE 3 : Un monde, Une santé: passer à l'action Rapport de la consultation d'experts



Six séances de travail ont été organisées au cours de la séance de consultation. Chaque séance était axée sur un des principaux objectifs du cadre stratégique et commençait par des présentations de divers experts portant sur les leçons apprises, des études de cas et les pratiques exemplaires. Les participants étaient ensuite invités à travailler en petits groupes pour cerner des recommandations susceptibles de favoriser l'atteinte des objectifs. Les organisateurs de la séance de consultation ont examiné les notes de chaque groupe et rédigé un sommaire des principaux thèmes qui a été présenté le dernier matin lors de la réunion plénière afin de recueillir les commentaires, les ajouts et les révisions des participants.

Les sections qui suivent présentent les messages clés des séances, y compris des éléments découlant du travail d'équipe et des commentaires issus de la réunion plénière; ceux-ci ne visent pas à suggérer un consensus ou à confirmer les recommandations sur les prochaines étapes à entreprendre.

Séance de travail sur les pratiques exemplaires pour renforcer la capacité internationale, nationale et régionale en matière de surveillance intégrée (séance 3 du programme)

Teerasak Chuxnum (Ministère de la santé publique, Thaïlande), *Alain Dehove* (Organisation mondiale de la santé animale), *Juan Lubroth* (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), et *Henrik Wegener* (National Food Institute, Danemark) ont fourni des exemples d'initiatives de surveillance mises en place par leurs organisations et pays respectifs, y compris des exemples de pratiques exemplaires et de leçons apprises.

Voici certains messages clés issus des présentations et des discussions :

- L'importance de renforcer les capacités d'intervention en cas d'urgence au niveau national et international.
- L'établissement d'une collaboration institutionnelle plus étendue entre les secteurs et les disciplines;
- L'augmentation de la capacité, surtout sur le terrain à l'échelle locale, devrait aller de pair avec le développement de réseaux nationaux et internationaux;
- La surveillance dans les pays en voie de développement requiert des ressources. Une augmentation des investissements est nécessaire dans les secteurs présentant de hauts risques d'épidémie. La collaboration du donateur est requise.
- Les investissements dans la capacité en matière de surveillance, de dépistage précoce et de mécanismes d'action rapide sont rentables;
- Le partage de données entre les pays entraîne l'harmonisation internationale des systèmes de surveillance.
- Renforcer la collaboration entre les secteurs de la santé animale et de la santé humaine à l'échelle transfrontalière, nationale, régionale et locale;
- Élaborer des programmes et des formations;
- Favoriser le partage de l'information au sein des ministères liés à la santé animale et à la santé humaine et avec les autres ministères;
- Élaborer et tester des méthodes de surveillance communautaires;



- La surveillance devrait aussi tenir compte des facteurs qui influencent les milieux sains (déterminants de la santé);
- La surveillance est complexe : il est important d'harmoniser les priorités de surveillance et les priorités d'un pays.

Recommandations

- Les programmes de surveillance devraient être centrés sur les pays et refléter les priorités et les réalités des pays en question, y compris la situation politique et les défis communs régionaux et nationaux en matière de santé. Parallèlement, les principes UMUS ayant trait aux approches transfrontalières et multidisciplinaires doivent être intégrés aux programmes nationaux.
- Trouver des mesures incitatives en matière de collecte de données pour compenser les risques et pour favoriser la formation des personnes impliquées dans la fourniture de données.
- Promouvoir et renforcer le concept de « surveillance en faveur de l'action » (c.-à-d. l'utilisation efficace des données entraînant des actions opportunes et appropriées).
- Élaborer des méthodes de surveillance communautaires non traditionnelles.
- Développer des réseaux intersectoriels et transdisciplinaires pour l'échange et le signalement de renseignements; communiquer ces renseignements aux intervenants et aux citoyens.
 - Créer un « réseau de réseaux » reposant sur les réseaux de surveillance existants et les intégrant.
 - Travailler ensemble pour améliorer l'efficacité des réseaux de surveillance existants et les étendre.
- Élaborer des normes de qualité des données de surveillance et des définitions qui tiennent compte de tous les secteurs (humains, animaux destinés à l'alimentation, espèces sauvages, environnement, écosystèmes), pour assurer la cohérence et une compréhension uniforme de la surveillance et pour cerner les limitations en terme d'établissement de diagnostics :
 - buts et portée;
 - valeurs, objectivité et transparence;
 - déterminants de la santé et facteurs de risque (densité de la population, climat, nutrition, etc.);
 - normes en matière de méthodologies de saisie de données, d'analyse et d'évaluation ainsi que de diffusion;
 - utilisation des nouvelles technologies;
 - communication des résultats.
- Promouvoir la surveillance fondée sur les risques.
- Établir les priorités en matière de surveillance. La priorité initiale devrait être accordée à la surveillance des pathogènes de maladies animales transmissibles aux humains.
- Créer une entité multidisciplinaire pour l'analyse des données de surveillance et l'élaboration de politiques.

Séance de travail sur les pratiques exemplaires pour assurer une capacité internationale, nationale et régionale appropriée en matière de santé publique et animale, y compris en matière de communications (séance 4 du programme)

Brian Bedard (Banque mondiale), *Albino Belotto* (PANAFTOSA-OPS/Organisation mondiale de la Santé), et *Lonnie King* (Centers for Disease Control and Prevention, É.-U.) ont fourni des exemples d'approches en matière de renforcement de la capacité et d'initiatives UMUS mises en place par leur organisation et pays respectifs, y compris des exemples de pratiques exemplaires et de leçons apprises.

Voici certains messages clés émis dans le cadre des présentations et des discussions :

- Commencer par réaliser une analyse des capacités existantes (infrastructures et ressources) pour cerner les lacunes; élaborer des stratégies et prendre des mesures en vue du renforcement systématique de la capacité;
- Encourager le ralliement du personnel de haut niveau et général au-delà des secteurs de la santé animale et de la santé humaine de façon à prendre en considération les secteurs du commerce, de la salubrité des aliments, du tourisme et de la réputation internationale.
- Les approches intersectorielles, interprogrammes et de la ferme à la fourchette se sont avérées être des réussites.
- Les initiatives centrées sur la communauté se traduisent par des communautés plus saines et plus productives.
- La formation pour renforcer la capacité en matière de santé publique devrait être adaptée à la culture, aux priorités nationales, aux relations déjà établies et à la capacité en matière de santé publique pré-existante de chaque pays.
- Les capacités fonctionnelles sont au cœur d'une « approche systémique » en matière de renforcement de la capacité.
- L'augmentation efficace de la capacité implique le renforcement des compétences non techniques et des compétences techniques.
- Présenter le coût de l'inaction aux décideurs et aux bailleurs de fonds.

Recommandations

- L'accent doit être mis sur la capacité de tous les secteurs, non seulement publics et axés sur la santé animale, mais sur les secteurs de la santé des espèces sauvages et de la santé des écosystèmes.
- Fonder la formation et la dotation sur les principes UMUS.
- Se pencher sur un continuum de capacité – de la formation dans les premières années, à la motivation, à la dotation, à la rémunération, à la collaboration – afin d'entraîner un changement de paradigme vers les principes UMUS. Cela nécessite de tenir compte non seulement du développement des compétences, mais aussi de la durabilité des postes à long terme, du cheminement de carrière, du financement, des stratégies de recrutement et du maintien en poste, etc.

- Établir de nouveaux partenariats et solidifier les partenariats existants avec les universités et les établissements d'enseignement pour élaborer et offrir des programmes d'études en « santé mondiale » intersectoriels et interdisciplinaires sous forme de formation élémentaire et de formation continue pour les praticiens. Assurer, de manière intégrée, la représentation et la participation des ministères de la Santé, de l'Agriculture et de l'Environnement.
- Encourager l'inclusion des principes UMUS dans les programmes d'éducation primaire et secondaire.
- Bâtir et renforcer la capacité en matière de soutien technique (les techniciens en laboratoire, les techniciens en santé animale incluant les espèces sauvages, les techniciens médicaux, et d'autres) ainsi que les partenariats dans ce secteur.
- Fournir de la formation aux niveaux régional et local. Régionaliser la formation autant que possible.
- Réaliser une analyse en collaboration (santé humaine, santé animale, espèces sauvages, environnement, écosystème) pour déterminer la capacité existante en termes de compétences et d'infrastructures, afin de cerner les lacunes, les problèmes en matière de capacité et les secteurs d'intervention à privilégier.
 - Évaluation des besoins du niveau communautaire au niveau national, menant à des recommandations pour maximiser les possibilités de collaboration.
 - Passer en revue les événements passés afin de déterminer les exigences en matière de formation.
 - Cerner les compétences techniques (compétences en laboratoire, compétences analytiques, etc.) ainsi que les compétences non techniques (réseautage, etc.).
 - Acquérir des compétences en leadership et en gestion.
- Reconnaître l'importance des spécialistes des communications au sein de l'équipe afin de disposer de stratégies de communication efficaces. Former les spécialistes en communications.
- Si possible, utiliser les nouveaux médias, les méthodologies Web et de formation à distance pour étendre la portée et augmenter la rentabilité. S'applique à la formation et aux communications.
- Favoriser un engagement à long terme et des actions durables. Parallèlement, reconnaître l'importance des actions immédiates pour faciliter un accroissement rapide de la capacité.
- Réaliser une analyse coût-avantage à l'échelle du pays pour faire la preuve des risques liés à l'absence de formation; cela favorisera le ralliement.
- Tisser des liens entre la médecine conventionnelle et la médecine alternative.



Séance de travail sur les pratiques exemplaires pour assurer le fonctionnement intégré d'une capacité d'intervention nationale en cas d'urgence (séance 5 du programme)

Peter Black (Département de l'Agriculture, des Pêcheries et de la Foresterie, Australie), *Gyanendra Gongal* (Bureau régional de l'Asie du Sud-Est de l'OMS, Inde), et *Orapan Pasavorakul* (Département du développement du bétail, Thaïlande) ont fourni des exemples de processus d'intervention en cas d'urgence et de stratégies de renforcement de la capacité mis en place au sein de leur organisation et pays respectif, y compris des exemples de pratiques exemplaires et de leçons apprises.

Voici certains messages clés émis dans le cadre des présentations et des discussions :

- Connaître la différence entre une urgence et une crise.
- La volonté et l'engagement politique au plus haut niveau sont des facteurs clés de réussite.
- Encourager l'amélioration continue au moyen de la formation et d'exercices de simulation.
- Adopter une approche intégrée et interdisciplinaire complète : couvrant tous les dangers et applicable à toutes les institutions.
- Établir des partenariats entre les secteurs public et privé.
- La confiance est un élément essentiel dans l'établissement de relations entre les secteurs.
- Tous les partenaires ont besoin de connaître leurs rôles et leurs responsabilités respectifs au sein d'un plan d'action commun.
- Encourager la coordination et la coopération régionales en matière de surveillance des maladies et de contrôle des activités.
- Faire participer les citoyens bénévoles au dépistage précoce et les mobiliser.
- Élaborer une stratégie de communication pour transmettre l'information et diffuser des messages uniformes.
- Établir le cadre juridique requis concernant les actions et les ressources.

Recommandations

- Reconnaître que la capacité d'intervention doit être régionale et nationale pour tenir compte de la nature transfrontalière des risques (la coopération transfrontalière et des interventions collaboratives sont requises).
- Concevoir des protocoles clairs ainsi que les outils, les compétences et les mécanismes requis pour permettre une intervention efficace en cas d'urgence, des niveaux de gouvernement les plus élevés aux niveaux locaux.
 - Impliquer tous les paliers et les ministères du gouvernement, la société civile, les ONG, le milieu universitaire et le secteur privé; cerner les secteurs de responsabilité partagée, les responsabilités individuelles, la prise de décision et les résultats.
 - Faire participer la masse de la population (p. ex. les consommateurs et les fermiers) et les communautés pour établir une réserve de bénévoles formés.
 - Améliorer la compréhension relativement à l'importance de l'établissement d'un système de coordination communautaire.
 - Mettre en place des mécanismes et sources de financement.

- Veiller à ce que l'équipe d'intervention renferme des membres de tous les champs d'activités UMUS : santé publique, santé animale, santé des espèces sauvages, santé de l'environnement, santé des écosystèmes.
- Investir dans les technologies pour fournir des services de communication, d'analyse et de laboratoire.
- Mettre en place un cadre législatif lié à l'intervention en cas d'urgence :
 - Soutien international aux pays qui affichent un manque en matière de lois ou qui sont dans l'impossibilité d'établir des lois.
 - Permettre et autoriser la coopération et l'intégration entre les institutions internes et les ministères.
 - Permettre la coopération intergouvernementale pour les besoins de l'intervention transfrontalière.
 - Identifier les institutions, les ministères et le personnel responsables dans divers scénarios (p. ex. l'institution responsable variera en fonction de la nature de l'urgence).
- Ajouter « l'anticipation » aux exigences habituelles relatives à l'intervention en cas d'urgence (c.-à-d. établir des liens entre la surveillance et les activités de prévision).
- La fonction de planification est essentielle : il faut se préparer en « temps de paix ».
 - Solliciter régulièrement l'aide d'un groupe de travail interinstitutions multidisciplinaire national.
 - Tester les plans au moyen d'exercices de simulation à tous les niveaux.
 - Cerner et partager les pratiques exemplaires.
- Élaborer des stratégies et des mécanismes pour faire participer les médias aux activités d'intervention en cas d'urgence (messages, communication, etc.).
- Il existe des normes internationales en matière d'intervention en cas d'urgence; celles-ci doivent être revues pour repérer les secteurs où les principes UMUS doivent être ajoutés ou renforcés (c.-à-d. assurer l'inclusion de tous les participants UMUS).
- La planification d'une intervention durable à long terme et la planification d'exigences en matière d'intervention rapide et de contrôle sont requises.



Séance de travail sur les pratiques exemplaires pour promouvoir une collaboration et un partenariat interinstitutions et intersectoriels (séance 6 du programme)

Joseph Domenech (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), *Jørgen Schlundt* (Organisation mondiale de la Santé) et *Darem Tabbaa* (Al Baath University, Syrie) ont fourni des exemples d'approches de collaboration et de stratégies de partenariat mises sur pied par leur organisation et leur pays respectif, y compris des exemples de pratiques exemplaires et de leçons apprises.

Voici certains messages clés émis dans le cadre des présentations et des discussions :

- Favoriser la coordination interministérielle à l'échelle nationale. Parmi les homologues du continuum de la ferme à la fourchette figurent des autorités compétentes en matière d'agriculture, de santé, de commerce et de salubrité des aliments.
- Des économies importantes peuvent être réalisées grâce à l'utilisation d'une plateforme opérationnelle unique, d'expertise intégrée et de directives en matière de politiques harmonisées.
- Un avantage clé de la collaboration ou du partenariat s'avère la capacité de mobiliser les équipes intersectorielles.
- Une vision à long terme est requise.
- Une analyse des risques efficace comprend l'évaluation des risques (fondée sur la science), la gestion des risques (fondée sur la politique) et la communication des risques (échange interactif d'information et d'opinions concernant les risques).
- Partager les données et les outils.
- Une collaboration ou un partenariat interinstitutions et intersectoriel efficace favorise le développement communautaire, la prévention des maladies, le développement économique et durable, l'éducation, la promotion et la protection de la santé, les soins de santé primaires, la santé et la sécurité publique ainsi qu'une cohésion sociale accrue.
- Cerner les politiques contradictoires ou conflictuelles susceptibles de freiner une collaboration efficace. Les organisations internationales ont un rôle à jouer dans la promotion de l'harmonisation et de la normalisation des critères, des codes de pratique et de la législation et elles doivent appuyer les pays dans l'élaboration de politiques et dans l'adoption des normes.
- Inclure les universités et le milieu universitaire à titre de partenaires clés, surtout pour l'évaluation des risques et le développement de programmes d'études.
- Les médias sont un autre partenaire clé. Encourager les relations entre les scientifiques et les médias.

Recommandations

- Créer une culture d'interdépendance, de communication et d'engagement à tous les niveaux :
 - Comités paritaires et collaboratifs, de l'échelle locale jusqu'à l'échelle internationale.
 - Partenariats entre le gouvernement et le milieu universitaire.
 - Partenaires traditionnels et non traditionnels (à l'échelle locale, nationale et internationale; secteur privé; ONG; universités; intervenants; donateurs; partenariat public-privé, etc.)

- Refléter les principes UMUS dans les définitions des rôles et des responsabilités de tous les participants (y compris l'expertise non technique) en temps de crise et en temps de paix.
- Impliquer tous les participants dès le début du processus pour assurer un sentiment d'appartenance et une compréhension uniforme.
- Leadership et volonté de faire de la collaboration et du partenariat une pratique commune.
- Tirer parti du potentiel du réseautage grâce à l'utilisation de technologies novatrices.
- Soutenir les outils de collaboration et les partenariats existants.
- Mettre à profit les leçons apprises grâce à la gestion de la GA :
 - Une entente ad hoc qui s'est transformée en une collaboration préventive à long terme.
 - Utiliser les systèmes nationaux existants qui ont été créés pour intervenir en cas de GA et les faire progresser vers une approche UMUS afin de pouvoir traiter d'autres problèmes; la rage est un problème prioritaire qui pourrait bénéficier d'une approche collaborative similaire.
 - Partager les pratiques exemplaires.
 - Mettre à profit les leçons apprises auprès des donateurs qui agissent à titre de collaborateurs et de partenaires, ce qui entraîne une coordination améliorée.
- Développer plus en détail le concept de communautés de pratique sur les approches écosystémiques.
- Exprimer clairement les conséquences, économiques et autres, de l'inaction. Nécessite la réalisation de prévisions économiques, l'établissement de modèles, etc. afin de déterminer les conséquences financières.
- Lancer un site Web UMUS qui servira de dépôt de renseignements, de centre de ressources commun, de réseau pour l'échange d'information internationale.
- Les structures de responsabilisation doivent être horizontales plutôt que verticales.
 - Le financement doit être une condition préalable à toute collaboration et à tout partenariat dans tous les champs d'activité UMUS.
- Buts et approches communs :
 - Encourager la collaboration et le partenariat pour que le concept Un monde, Une santé devienne « une voix unique ».
- Les écologistes et les spécialistes des sciences sociales sont sous-représentés au sein du mouvement UMUS.
 - Il faut trouver des moyens de les inclure dans le processus de collaboration.



Séance de travail sur les pratiques exemplaires pour contrôler l'influenza aviaire hautement pathogène et d'autres maladies infectieuses susceptibles de réapparaître
(séance 7 du programme)

Junaidu Maina (Ministère fédéral de l'Agriculture et des Ressources hydriques, Nigéria), *David Waltner-Toews* (Vétérinaires sans frontières, Canada,) et *Kangzhen Yu* (Ministère de l'Agriculture, République populaire de Chine) ont fourni des exemples de stratégies et d'initiatives mises sur pied par leur organisation et leur pays respectif pour contrôler l'influenza aviaire hautement pathogène et d'autres maladies infectieuses, y compris des exemples de pratiques exemplaires et de leçons apprises.

Voici certains messages clés émis dans le cadre des présentations et des discussions :

- Une approche en trois étapes : planification, exécution et durabilité.
- Le partage en temps opportun de données scientifiques au sein des organisations internationales (OIE, FAO, etc.) est important.
- L'élaboration systémique d'approches participatives pour comprendre et promouvoir la santé et le bien-être dans un contexte d'interactions sociales et écologiques complexes (approche écosystémique).
- Des primes d'incitation sont requises pour encourager le signalement au niveau des fermes et des communautés. Célébrer les actions des intervenants de première ligne.
- Principes directeurs : Solide leadership, coopération étroite.
- Approches proactives qui englobent la surveillance, le signalement, des campagnes de sensibilisation publiques.
- Une approche régionale est essentielle, au même titre que la surveillance des espèces sauvages.

Recommandations

- Comprendre et tenir compte du rôle social et culturel :
 - Déterminer les facteurs de risque et les comportements à risque; identifier un responsable et établir les délais d'exécution.
 - Faire participer la communauté locale.
 - Mettre la préoccupation mondiale concernant la GA et d'autres maladies infectieuses dans le contexte des intérêts et des réalités locaux (c.-à-d. le risque de pandémie ne peut pas être compris au niveau local lorsqu'il y a d'autres causes immédiates de décès).
- Les menaces mondiales commencent par être des menaces au niveau local; axer les efforts sur l'augmentation de la capacité fondée sur les leçons apprises relativement aux interventions locales face à la GA.
 - Perfectionner les systèmes d'avertissement et d'alerte précoce à l'échelle nationale et communautaire; relier les systèmes locaux aux systèmes nationaux, régionaux et internationaux.
- L'infrastructure en tant qu'ensemble :
 - Améliorer continuellement les systèmes de surveillance et de contrôle et les autres outils.
 - Effectuer le suivi des indicateurs et des déterminants.
 - Former des équipes et des communautés de pratique multidisciplinaires.

- Définir la portée et les limites de la surveillance; doit-elle se limiter aux zoonoses émergentes ou avoir une portée plus large? Une portée plus large correspond davantage aux principes UMUS.
- Développement de stratégies médiatiques et de communication des risques.
- Mesures incitatives relatives à la participation et au signalement, y compris l'adaptation aux besoins, aux priorités et aux cultures locales.
- Évaluer, dans le contexte des principes UMUS, ce qui a bien fonctionné et ce qui n'a pas bien fonctionné lors des activités de contrôle de la GA. Partager les leçons apprises et les pratiques exemplaires afin de les appliquer à d'autres zoonoses.
 - Procéder à une analyse approfondie des tendances, des processus et des pratiques en matière de GA pour cerner les lacunes, pour déterminer si les infrastructures en place sont suffisantes pour intervenir en cas d'autres zoonoses, etc.
- Établir des plans de lutte et d'indemnisation bien définis et évaluer le financement nécessaire.
- Mettre l'accent sur le besoin de créer des règles concernant les mesures de biosécurité.
- Les accords conclus avec des donateurs dans le cadre des programmes de GA peuvent s'étendre à d'autres zoonoses.
- Envisager les implications juridiques liées à la surveillance locale et nationale.
- Déterminer les facteurs à la base des maladies émergentes et des maladies existantes ou qui réapparaissent; opter pour la pensée prospective.
- Se pencher sur les origines et les moteurs des pathogènes. Utiliser les principes UMUS pour fournir des directives pour la recherche fondamentale et la recherche appliquée afin de comprendre les principes de base et les processus sous-jacents à l'aide d'études comparatives; et de fournir des points de référence.



Séance de travail sur les pratiques exemplaires en matière de recherche stratégique (séance 8 du programme)

James M. Hughes (Emory University, É.-U.), *Moira McKinnon* (Australian Biosecurity Cooperative Research Centre) et *Juliet Pulliam* (Fogarty International Center, É.-U.) ont fourni des exemples d'orientations et d'approches en matière de recherche stratégique appuyant les principes UMUS, y compris des exemples de pratiques exemplaires et de leçons apprises.

Voici certains messages clés émis dans le cadre des présentations et des discussions :

- Un système de santé publique robuste reposant sur la science, la capacité, la pratique et la collaboration avec la médecine clinique et vétérinaire, le milieu universitaire, l'industrie et d'autres partenaires des secteurs public et privé, constitue le meilleur moyen de défense contre la menace microbienne.
- La recherche stratégique UMUS devrait :
 - analyser les interactions entre les animaux, les humains et les écosystèmes;
 - tenir compte des influences du système;
 - être collaborative, participative, multidisciplinaire, transdisciplinaire, évaluée par les pairs, transparente;
 - se pencher sur les problèmes de biosécurité;
 - permettre le perfectionnement de la main-d'œuvre;
 - comprendre des mécanismes de transfert des connaissances et d'implantation de résultats.

Recommandations

- Appuyer la recherche et les priorités de recherche qui reposent sur une perspective UMUS d'approches multidisciplinaires plutôt que sur une discipline particulière.
- Développer un système pour déterminer un programme de recherche mondial. Examiner les données mondiales existantes; cerner les lacunes et trouver des moyens et des ressources pour les régler.
- Établir un processus pour documenter les pratiques exemplaires dans le but d'établir un consortium de recherche public-privé qui se penchera sur la recherche UMUS en se concentrant sur les problèmes opérationnels et sur l'élaboration d'un programme de recherche stratégique axé sur les résultats appliqués.
- Veiller à ce que la qualité et la conformité de la recherche avec le concept UMUS soient évaluées par des pairs de comités multidisciplinaires et transdisciplinaires.
 - Adopter des outils d'assurance de la qualité qui sont utilisés dans le domaine de la médecine humaine (p. ex. critères pour faire état des recherches primaires dans les revues).

- S'assurer que les objectifs de recherche sont conformes aux buts de UMUS généraux et que les questions de recherche ont des résultats appliqués.
 - Recherche axée sur les produits.
- Des intervenants communautaires, des décideurs et des représentants du secteur privé devraient prendre part à l'étape conceptuelle de la recherche afin d'en assurer l'application, la pertinence et l'adoption.
 - Assurer le transfert efficace des résultats et des données de recherche.
- Les chercheurs locaux de multiples disciplines ont besoin d'être impliqués dans les efforts de recherche au sein des pays en voie de développement et devraient bénéficier du mentorat et de l'augmentation de la capacité nécessaires.
- Maximiser les avantages et le potentiel des partenariats de recherche public-privé.
- Secteurs de recherche spécifiques :
 - Recherche sur les effets des changements climatiques sur les pathogènes.
 - Recherche sur les facteurs influençant la propagation des pathogènes, comme le comportement humain, l'empiètement de l'humain dans les réserves d'espèces sauvages, le contact entre les animaux d'élevage et les espèces sauvages, etc.
 - Recherche sur le savoir autochtone.
- Encourager l'investissement continu dans la recherche. Élaborer des processus de communications et de suivi pour appuyer l'évolution de la recherche (c.-à-d., continuer de prendre appui sur les recherches précédentes).
- La recherche ne devrait pas être seulement centrée sur la biologie médicale; elle devrait aussi inclure la recherche opérationnelle et l'établissement de modèles économiques.



PARTIE 4 : Un monde, Une santé: passer à l'action Rapport de la consultation d'experts



Quatre séances de travail facultatives (portant sur les espèces sauvages, la biosécurité, les questions sociales et les prochaines étapes à entreprendre) ont permis aux participants de discuter d'autres sujets d'intérêt.

Les paragraphes suivants présentent les messages clés émis par chaque groupe; ceux-ci ne visent pas à suggérer un consensus ou à confirmer les recommandations sur les prochaines étapes à entreprendre.

1. Séance de travail facultative sur les **espèces sauvages** –

Recommandations

- Améliorer la capacité en matière de santé des espèces sauvages (capture, échantillonnage, diagnostics, et histoire naturelle, écologie, etc.) pour les professionnels des ministères de l'agriculture, de l'environnement, de la foresterie et de la santé.
- Développer un programme d'études commun pour les médecins, les vétérinaires, les écologistes, les biologistes, etc., et inclure toutes les professions dans le même cours en même temps.
- Développer un outil d'évaluation interne de la capacité en matière de maladies des espèces sauvages et l'appliquer à tous les pays afin d'orienter les futurs efforts.
- Faire participer les autorités qui ont des responsabilités légales liées aux espèces sauvages, au contrôle des maladies, aux enquêtes épidémiologiques, au commerce, etc.
- Encourager l'harmonisation des lois pour appuyer les enquêtes sur les maladies découlant des interactions entre les animaux d'élevage, les espèces sauvages et les humains.
- Promouvoir les études épidémiologiques de terrain et la recherche pour combler les lacunes relevées.
- Utiliser les revenus générés par l'exploitation durable des espèces sauvages (écotourisme, chasse, etc.) pour promouvoir la santé des espèces sauvages dans les pays qui ne peuvent bénéficier de financement.
- Une approche de surveillance transfrontalière (c.-à-d., axée sur les régions) est requise.
- Promouvoir la politique d'aucune perte nette d'habitat.



2. Séance de travail facultative sur la biosécurité –

Compte tenu :

1. Qu'il a été proposé de « renforcer les capacités d'intervention nationales et internationales en cas d'urgence pour prévenir et contrôler les épidémies avant qu'elles ne se transforment en crises régionales et internationales », comme moyen pour modifier l'approche en matière de contrôle des maladies.
2. Que de bonnes pratiques de gestion au niveau des fermes et de la chaîne d'approvisionnement sont d'excellents outils à long terme pour prévenir les zoonoses, soit les maladies qui peuvent être transmises des animaux aux humains;
3. Que les améliorations en matière de biosécurité dans les pays en voie de développement peuvent être très difficiles à implanter, surtout au niveau des fermes de petite et moyenne taille et des marchés d'animaux vivants.

Recommandations

Les recommandations suivantes ont été émises :

- L'analyse de la présence ou de l'absence de pratiques de biosécurité au niveau des fermes.
- L'analyse des raisons pour lesquelles des pratiques de biosécurité ont été mises en place ou non.
- L'élaboration de méthodes appropriées pour mettre en place des mesures de biosécurité efficaces, surtout au niveau des petits exploitants agricoles et des villages.
- Faire appliquer les règlements relatifs aux mesures de biosécurité qui s'appliquent au secteur privé, mais qui sont susceptibles d'avoir un effet sur le pays en entier en ayant des répercussions sur le commerce international.
- Encourager l'application de mesures de biosécurité à tous les types d'élevages d'animaux et de gestion d'animaux d'élevage dans un souci de protection de la santé publique et d'atténuation des conséquences socioéconomiques.
- Reconnaître que les problèmes quant à la biosécurité ne sont pas uniquement liés aux fermes; leur portée est beaucoup plus large (par exemple, il faut tenir compte des espèces sauvages).

3. Séance de travail facultative sur la recherche sociale

Recommandations

- Les facteurs économiques, sociaux et culturels devraient être inclus dans le cadre de l'énoncé des risques liés aux interactions entre les animaux, les humains et les écosystèmes.
- Les méthodes de communication et d'information sur les risques et les épidémies, ainsi que les mesures à prendre pour les régler, devraient être adaptées pour répondre aux besoins des communautés.
- Une approche de mobilisation nationale et communautaire structurée étape par étape devrait permettre aux voix des communautés de se faire entendre à tous les niveaux.

4. Séance de travail facultative sur les prochaines étapes à entreprendre –

Key Messages

- Les populations, les humains et les animaux, et les écosystèmes sont globalement reliés. Les maladies ne connaissent aucune frontière.
 - Les humains, les animaux et les écosystèmes sont interdépendants; des changements chez les uns peuvent avoir d'importantes répercussions sur les autres.
- Le monde a besoin de toujours avoir une longueur d'avance et d'être en mesure de reconnaître les signes de l'émergence potentielle de maladies.
- Il est urgent de développer une perspective écologique holistique pour la survie de l'humanité.

Actions Required

- Action collective des gouvernements, des organismes intergouvernementaux, des organisations internationales et des communautés.
- Collaboration, coopération, coordination et engagement.
- Engagements en matière de financement et de ressources.
- Tenir compte de l'équité en matière de ressources.
- Développement d'une perspective UMUS à l'échelle du pays.
- Actions transdisciplinaires et multidisciplinaires.
- Former un groupe de travail pour conceptualiser et officialiser les prochaines étapes à entreprendre ainsi que les énoncés.
- Déterminer comment faire participer les partenaires des pays en voie de développement; inciter les organisations internationales à faire participer leurs membres (présentations aux dirigeants des pays en voie de développement); dans le cadre de la réunion d'Hanoï, permettre aux pays en voie de développement de contribuer ou de diriger la prise de décision.
- Adopter les principes UMUS.
- Travailler à établir la portée et les définitions relatives au concept UMUS.
- Rédiger des énoncés explicites reflétant les actions et les résultats qui en découleront (c.-à-d. si les pays entreprennent les étapes suivantes, cela entraînera tels résultats).
- Faire participer les médias.
- Choisir un énoncé de résultats ou une déclaration découlant de la réunion de Winnipeg qui :
 - Reflète la distillation des concepts du présent groupe technique et la façon dont nous travaillons au concept UMUS.
 - S'appuie sur des énoncés découlant de cette réunion technique.
 - Présente trois énoncés ou principes clés (fondés sur les principes de Manhattan)
 - Utilise un français simple et clair, facile à comprendre.
 - Désigne des aspects clés du cadre stratégique.
- Utiliser cet énoncé ou ce sommaire pour :
 - Convier les participants aux réunions du G+.
 - Transmettre le message aux régions et aux pays qu'ils pourront ensuite adapter à leur convenance.
 - Sauvegarder le cheminement réalisé à la suite des épisodes de SRAS et de GA.
 - Envisager les prochaines étapes à entreprendre dans le cadre de réunions futures : réunion du G8 de juillet 2010 au Canada, réunion interministérielle à Hanoï provisoirement prévue pour mars 2010.
 - Utiliser le cadre stratégique comme document de référence.

Les membres de la séance de réunion sur les prochaines étapes à entreprendre étaient d'avis qu'une déclaration des médias serait plus utile pour informer le public sur le concept UMUS. Le groupe a suggéré la formulation suivante : « Nous sommes exposés à de nouvelles maladies. Il est urgent de s'attaquer aux pressions exercées sur l'environnement qui causent l'apparition de nouvelles maladies et menacent la santé du monde. Cela doit être fait au moyen d'une approche qui tient compte des interactions entre l'environnement, les animaux et les humains. Il est essentiel de se pencher sur des questions comme les changements climatiques et les conséquences des politiques économiques pour lutter contre ces risques ».

Les participants à cette séance de travail ont aussi proposé un sommaire du concept UMUS : « Travailler à l'interface des écosystèmes humains-animaux: les maladies infectieuses ont d'énormes conséquences sociales et économiques et menacent autant les humains des pays développés que ceux des pays en voie de développement. Pour régler ce problème, il est nécessaire d'adopter une approche globale qui reconnaît l'incidence des facteurs liés à la santé des animaux, des humains et des écosystèmes. Les experts internationaux réunis à Winnipeg ont demandé instamment aux organisations non gouvernementales d'assurer un leadership dans la mobilisation de soutien et dans la création de partenariats ainsi que dans le renforcement des capacités à l'échelle régionale, nationale et communautaire. L'adoption d'une approche complète en matière de santé est le meilleur moyen de s'attaquer à la menace mondiale que représentent les maladies émergentes. Le concept Un monde, Une santé, c'est tout cela. »

PARTIE 5 : MOT DE LA FIN Un monde, Une santé: passer à l'action [Rapport de la consultation d'experts](#)

Danielle Grondin, sous-ministre adjointe intérimaire de la Direction générale des maladies infectieuses et des mesures d'urgence, Agence de la santé publique du Canada

Danielle Grondin a noté que les derniers jours ont mis en évidence le besoin de passer de la prévention des maladies infectieuses à une compréhension plus complète de la santé englobant les composantes sociales, physiques et autres. Le but est d'assurer la santé des gens, des animaux et du monde entier. La prévention des maladies et la promotion de la santé représentent les deux côtés de la même médaille, tout comme le concept Un monde, Une santé.

Aujourd'hui, le programme politique et économique s'avère la priorité des dirigeants mondiaux. Pour que le concept UMUS fasse partie de ce programme, les principes UMUS doivent être traduits dans un langage pertinent pour les ministres des finances.

Cette réunion ne représente qu'un début. L'interdépendance des humains, des animaux et des écosystèmes est connue depuis des siècles. Toutefois, la nouveauté repose sur l'engagement collectif à utiliser cette connaissance pour assurer un monde plus sain pour tous.

D^{re} Grondin a encouragé les participants à penser à ce qu'ils peuvent faire aujourd'hui au sein de leurs sphères d'influence pour promouvoir les principes UMUS. Chacun de nous a la possibilité d'utiliser son statut et les responsabilités conférées par son poste pour commencer à faire avancer le concept UMUS dans lequel, nous devons tous jouer un rôle de catalyseur, pour attirer l'attention du monde sur l'importance de ces questions.

Une monde, Une santé: passer à l'action
Rapport de la consultation d'experts



Annexe A Programme





Ordre du jour

But

Discuter du document « Contribuer à One World One Health, un plan stratégique pour réduire les risques de maladies infectieuses à l'interface des écosystèmes humains-animaux » et façonner les mesures recommandées au pays pour faire progresser le cadre stratégique à l'échelle internationale.

Objectifs

- Décrire et expliquer le cadre stratégique de Un Monde Une Santé.
- Présenter des exemples de pratiques exemplaires associées à Un Monde Une Santé.
- Déterminer les mesures à mettre en œuvre en priorité.
- Cerner les obstacles qui nuisent à la mise en œuvre et les stratégies pour y remédier, en particulier dans les pays à faible revenu.

Résultat attendu

Des recommandations à l'intention des intervenants (pays, organismes de développement, institutions financières, industries, universités et organisations non gouvernementales, régionales et internationales) sur les solutions possibles pour mettre en œuvre le cadre stratégique de Un Monde Une Santé.

Lundi 16 mars 2009

14 h – 15 h 30 Rencontre du groupe de planification principal
(Salon D, premier étage)

- Modérateur et consultants
- Équipe de l'Agence de la santé publique du Canada
- Représentants des organisations internationales

16 h – 19 h Inscription (Hall principal, étage principal)

17 h – 19 h	Réception d'accueil (<i>Salle Broadway, étage principal</i>)	David Butler-Jones (administrateur en chef de la santé publique du Canada)
	<ul style="list-style-type: none"> • Mot de bienvenue • Hors d'œuvres et bar payant 	

Mardi 17 mars 2009

7 h 30	Inscription (<i>Hall principal, étage principal</i>) Déjeuner (<i>Salle La Verendrye, mezzanine</i>)
---------------	---

SÉANCE 1 | But commun

8 h 30	Observations préliminaires (<i>Salle de bal Provencher, étage principal</i>)	Mark Raizenne (Agence de la santé publique du Canada) Brian Evans (Agence canadienne d'inspection des aliments)
	• Contexte et but	
8 h 45	Aperçu de Un Monde Une Santé : Arguments pour une action mondiale	William Karesh (Wildlife Conservation Society)
9 h 45	Examen de l'ordre du jour et engagement du groupe	Daniel Normandeau (modérateur)
10 h	Pause santé	

SÉANCE 2 | Aperçu du plan stratégique

10 h 15	Discussion en groupe sur le cadre stratégique (<i>Salle de bal Provencher, étage principal</i>)	PANÉLISTES Joseph Domenech (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) Paul Gully (Équipe de coordination du système des Nations Unies sur la grippe) Osman Mansoor (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) Jørgen Schlundt (Organisation mondiale de la Santé) Jimmy Smith (Banque mondiale) Alejandro Thiermann (Organisation mondiale de la santé animale)
11 h 30	Questions et réponses – comité des organismes internationaux	
12 h	Dîner (<i>Salle La Verendrye, mezzanine</i>)	

SÉANCE 3 | Pleins feux sur la surveillance

13 h	Comité plénier sur les pratiques exemplaires pour établir une capacité internationale, nationale et régionale intégrée de surveillance (<i>Salle de bal Provencher, étage principal</i>)	PANÉLISTES Teerasak Chuxnum (Ministère de la santé publique, Thaïlande) Alain Dehove (Organisation mondiale de la santé animale) Juan Lubroth (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) Henrik Wegener (National Food Institute, Danemark)
13 h 40	Questions pour le comité	

14 h 15 Tables rondes et présentation des trois ou quatre meilleures recommandations retenues

15 h Pause santé

SÉANCE 4 | Pleins feux sur la capacité en santé humaine et animale

15 h 30 Comité plénier sur les pratiques exemplaires visant à assurer une capacité internationale, nationale et régionale adéquate en matière de santé humaine et animale – y compris les communications (Salle de bal Provencher, étage principal)

PANÉLISTES

Brian Bedard (Banque mondiale)

Albino Belotto (PANAFTOSA-OPS/Organisation mondiale de la Santé)

Lonnie King (Centers for Disease Control and Prevention, É. U.)

16 h Questions pour le comité

16 h 30 Tables rondes et présentation des trois ou quatre meilleures recommandations retenues

17 h 30 Soirée libre

Séances du soir facultatives

19 h 30 Séance de discussion prévue
• Faune (*lieu à confirmer*)

PRÉSIDENTS

Joseph Domenech (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture)

Scott Newman (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture)

Des séances supplémentaires seront planifiées en fonction de l'intérêt des participants (*lieu à confirmer*).

Parmi les sujets possibles se retrouvent les suivants :

- Partenariats entre les secteurs public et privé
 - Technologies novatrices
 - Solutions de financement
 - Réseautage régional
 - Biosécurité
 - Communication
-

Mercredi 18 mars 2009

7 h Déjeuner (*Salle La Verendrye, mezzanine*)

SÉANCE 5 | Pleins feux sur la capacité nationale d'intervention d'urgence

8 h Comité plénier sur les pratiques exemplaires visant à assurer une capacité nationale fonctionnelle intégrée d'intervention d'urgence (Salle de bal Provencher, étage principal)

PANÉLISTES

Peter Black (Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de la Foresterie, Australie)

Gyanendra Gongal (Bureau régional de l'OMS pour le Sud-Est asiatique, Inde)

Orapan Pasavorakul (Département du développement du bétail, Thaïlande)

8 h 30 Questions pour le comité

9 h Tables rondes et présentation des trois ou quatre meilleures recommandations retenues

10 h Pause santé

SÉANCE 6 | Pleins feux sur la promotion de la collaboration et des partenariats interorganisations et intersectoriels

10 h 30	Comité plénier sur les pratiques exemplaires visant à promouvoir la collaboration et les partenariats interorganisations et intersectoriels (Salle de bal Provencher, étage principal)	PANÉLISTES Joseph Domenech (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) Jørgen Schlundt (Organisation mondiale de la Santé) Darem Tabbaa (Al Baath University, Syrie)
11 h	Questions pour le comité	
11 h 30	Tables rondes et présentation des trois ou quatre meilleures recommandations retenues	
12 h 30	Dîner (Salle La Verendrye, mezzanine)	

SÉANCE 7 | Pleins feux sur la lutte contre l'influenza aviaire hautement pathogène et d'autres maladies infectieuses existantes ou qui pourraient resurgir

13 h 30	Comité plénier sur les pratiques exemplaires visant à lutter contre l'influenza aviaire hautement pathogène et d'autres maladies infectieuses existantes ou qui pourraient resurgir (Salle de bal Provencher, étage principal)	PANÉLISTES Junaidu Maina (Ministère fédéral de l'Agriculture et des Ressources hydroliques, Nigéria) David Waltner-Toews (Vétérinaires sans frontières, Canada) Kangzhen Yu (Ministère de l'Agriculture, République populaire de Chine)
14 h	Questions pour le comité	
14 h 30	Tables rondes et présentation des trois ou quatre meilleures recommandations retenues	
15 h 30	Pause santé	

SÉANCE 8 | Pleins feux sur la recherche stratégique

16 h	Comité plénier sur les pratiques exemplaires pour la réalisation de travaux de recherche stratégique (Salle de bal Provencher, étage principal)	PANÉLISTES James Hughes (Emory University, É. U.) Moira McKinnon (Australian Biosecurity Cooperative Research Centre) Juliet Pulliam (Fogarty International Center, É. U.)
16 h 30	Questions pour le comité	
17 h	Tables rondes et présentation des trois ou quatre meilleures recommandations retenues	
18 h	Soirée libre	

Jeudi 19 mars 2009

7 h 30 Déjeuner (Salle Gateway, mezzanine)

SÉANCE 9

8 h 30	Présentation des recommandations prioritaires à des fins de validation par le groupe (Salle de bal Provencher, étage principal) Commentaires et révisions proposés
---------------	--

Une monde, Une santé: passer à l'action
Rapport de la consultation d'experts



Annexe B

Liste des participants

Wiku Adisasmito

Expert Panel Member
National Commission for Avian Influenza Control & Pandemic Preparedness
Wisma ITC Lantai 4, Jln. Abdul Muis No. 8
Jakarta Pusat 10160 Indonesia
Tel: +62 21 3854227
Fax: +62 21 38589974
wiku@cbn.net.id

Soren Alexandersen

Canadian Food Inspection Agency
1015 Arlington Street
Winnipeg, Manitoba
Canada R3E 3M4
Tel: (204) 789-2102
Fax: (204) 789-2038
soren.alexandersen@inspection.gc.ca

William Amanfu

Manager FAO-ECTAD Unit
Regional Animal Health Centre
AU-IBAR Offices
P.O. Box 30470-00100 Nairobi Kenya
Tel: +254733999154
Fax: +254203674346
william.amanfu@fao.org

Joseph F. Anelli

Scientific and Technical Advisor for Emergency Management
Animal and Plant Health Inspection Service
United States Department of Agriculture
1400 Independence Ave. SW
Room S-310 - South Bldg.
Washington, DC
USA 20250
Tel: (240) 508-9747
Fax: (202) 690-1707
joseph.f.annelli@aphis.usda.gov

Harvey Artsob

National Microbiology Laboratory
Public Health Agency of Canada
1015 Arlington Street
Winnipeg, Manitoba
Canada, R3E 3R2
Tel: (204) 789-2134
harvey_artsob@phac-aspc.gc.ca

Ryan Baker

Communications Executive, Infectious Diseases
Public Health Agency of Canada
130 Colonnade Road, 181A
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 952-0903
ryan_baker@phac-aspc.gc.ca

Michelle Barrett

UN System Influenza Coordination
2 United Nations Plaza, DC2-2612
New York, NY
USA 10017
Tel: (212) 906-6182
Fax: (212) 906-6473
michelle.barrett@undp.org

Heike Baumüller

Senior Research Fellow
Energy, Environment & Development Programme
The Royal Institute of International Affairs
Chatham House
10 St James's Square
London UK
SW1Y 4LE
Tel: +44 (0) 20 7314 2768
Fax: +44 (0) 20 7957 5745
hbaumueller@chathamhouse.org.uk

Brian Bedard

Sr. Livestock Specialist, ECSSD
The World Bank
10301 Grosvenor Pl. #1204
Rockville, Maryland
USA 20852
Tel: (202) 458-5301
bbedard@worldbank.org

Albino J. Belotto

Pan-American Foot-and-Mouth Disease Center-
PAHO/WHO
Av. Presidente Kennedy
7778, São Bento
Duque de Caxias
RJ, Brasil
Tel: 5521 36619003
Fax: 5521 36619001
abelotto@paho.org

Michel Bigras-Poulin

Université de Montréal
Faculté de Médecine Vétérinaire
3200 Sicotte
St-Hyacinthe, Quebec
Canada J2S 7C6
Tel: (450) 773-8521 ext. 18471
Fax: (450) 778-8129
michel.bigras.poulin@umontreal.ca

Peter Black

Principal Research Scientist
Australian Government Department of Agriculture, Fisheries and Forestry
GPO Box 858
Canberra ACT
Australia 2601
Tel: +61 2 6272 4072
Fax: +61 2 6272 3150
Peter.black@daff.gov.au

Peter A. Buck

Interim Director, Zoonotics Division
Centre for Food-borne, Environmental and Zoonotic Infectious Diseases
Public Health Agency of Canada
6th Floor, Room B647, Jeanne Mance Building
200 Eglantine Driveway, Tunney's Pasture
AL 1906B
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 954-9729
Fax: (613) 946-0798
peter_buck@phac-aspc.gc.ca

Keith Campbell

Canadian Food Inspection Agency
59 Camelot Drive
Floor 3, 3419 W
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0Y9
Tel: (613) 221-3913
keithg.campbell@inspection.gc.ca

Mélanie Caron

Animal Health Program Officer
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road, Tower 1, 5th Floor, Room 122
Ottawa, Ontario
Canada K1Y 0Y9
Tel: (613) 773-5968
Fax: (613) 773-5695
melanie.caron@inspection.gc.ca

Teerasak Chuxnum

Veterinarian
Bureau of Epidemiology, Department of Disease Control
Ministry of Public Health
Tiwanond Road, Muang District
Nonthaburi 11000 Thailand
Tel: +66-89-536-1585
Fax: +66-2-590-1784
thtchuxnum@yahoo.com

Robert C. Clarke

Senior Advisor
Health Canada
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
robert_c_clarke@phac-aspc.gc.ca

Luke Crevier-McKenna

Policy Analyst
Public Safety Canada
340 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0P8
Tel: (613) 990-7012
Fax: (613) 944-4915
luke.crevier-mckenna@ps-sp.gc.ca

Rudolph Cummings

Programme Manager
Health Sector Development
CARICOM Secretariat
Turkeyen, Georgetown, Guyana
Tel: (592) 222 0126
Fax: (592) 222 0168
rcummings@caricom.org

Alda Maria Da-Cruz

Scientist / Physician
Fundaçao Oswaldo Cruz
Av. Brasil, 4365
Pav. Leonidas Deane sala 408
Rio de Janeiro Brazil
Tel: 00.55.21.2290.0479
alda@ioc.fiocruz.br

Michel de Garine Wichatitsky

Chercheur
CIRAD
37 Arcturus Road
Highlands, Harare Zimbabwe
Tel: (263) 4 44 34 22
Fax: (263) 4 49 6003
degarine@cirad.fr

Alain Dehove

Co-ordinator of the OIE World Animal Health and Welfare Fund
OIE World Organisation for Animal Health
12 rue de Prony
F-75017
Paris France
Tel: +33 (0) 1 44 15 18 88
Fax: +33 (0) 1 42 67 09 87
a.dehove@oie.int

Joseph Domenech

Chief, Animal Health Service/CVO
FAO – Animal Health Service
Viale delle Terme di Caracalla
Rome, Italy
00153
Tel: +39 06 570 53531
Fax: +39 06 570 53023
joseph.domenech@fao.org

Pierre Duplessis

Special Envoy, Avian and Human Influenza
International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies
17, ch. des Crêts, Petit-Saconnex
P.O. Box 372
1211 Geneva 19
Switzerland
Tel: +41 22 730 4826
Fax: +41 22 733 0395
pierre.duplessis@ifrc.org

Andrea Ellis

Interim Director, Outbreak Management
Centre for Food-borne, Environmental and Zoonotic Infectious Diseases
Public Health Agency of Canada
120-255 Woodlawn Road West
Guelph, Ontario
Canada N1H 8J1
Tel: (519) 826-2373
Fax: (519) 826-2244
andrea_ellis@phac-aspc.gc.ca

Brian Evans

Executive Vice President
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road
Tower 1, Floor 6, Room 110
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0Y9
Tel: (613) 773-5763
Fax: (613) 773-6060
brian.evans@inspection.gc.ca

Jeff Farber

Director, Bureau of Microbial Hazards
Health Canada
251 Sir Frederick Banting Driveway
A.L. 2203B
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 957-0880
Fax: (613) 954-1198
jeff_farber@hc-sc.gc.ca

Octavio Fernandes

Senior Researcher
Fundação Oswaldo Cruz
Av. Brasil 4365
Rio de Janeiro Brazil
Tel: (55-21) 3865-8174
(55-21) 2598-4250
Fax: 55 21 22803740
octaviofernandes@fiocruz.br

Armin Fidler

Lead Advisor, Health Policy and Strategy
Health Nutrition and Population
Human Development Network
The World Bank
1818 H St. NW, Room G7-013
Washington DC
USA 20433
Tel: (202) 473-0162
Fax: (202) 522-3234
afidler@worldbank.org

Musa Freiji

President
Wadi Holdings
10 Managem and Mahager St; Off Lebanon St.
Mohandessin - Giza, EGYPT
Tel: (202) 304-3837
Fax: (202) 344-7136
wadi@wadigroup.com

Barbara Freischem

Executive Director
International Federation for Animal Health
Rue Defacqz, 1 B-1000
Brussels, Belgium
Tel: 32-2-5410111
Fax: 32-2-5410119
exdir@ifahsec.org

Kate Glynn

Veterinary Epidemiologist
OIE World Organisation for Animal Health
12, rue de Prony
75017 Paris, France
Tel: + (33) 1 44 15 19 66
Fax: + (33) 1 42 67 09 87
k.glynn@oie.int

Gyanendra N. Gongal

Medical Officer (VPH)
WHO Regional Office for South-East Asia
World Health House
Mahatma Gandhi Marg
IP Estate
New Delhi-110002
India
Tel: 00919810853035
Fax: 009-11-23309195
gongalg@searo.who.int

Francisco Reviriego Gordejo

Head of Sector
Animal Disease Control and Identification European Commission Health and Consumers
Directorate General Rue Froissart 101, 1040 Brussels Belgium
Tel: 0032499200412
Fax: + 32 2 2953144
Francisco.REVIRIEGO-GORDEJO@ec.europa.eu

Danielle Grondin

Acting Assistant Deputy Minister
Infectious Disease and Emergency Preparedness Branch
Public Health Agency of Canada
130 Colonnade Road
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 954-9663
danielle_grondin@phac-aspc.gc.ca

Paul R. Gully

Deputy Coordinator
UN System Influenza Coordination
World Health Organization
20, Ave Appia
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Tel: +41 22 791 2355
Fax: +41 22 791 4821
GullyP@who.int

Craig Hébert

Research Scientist
Environment Canada, National Wildlife Research Centre, Carleton University
1125 Colonel By Drive (Raven Road)
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0H3
Tel: (613) 998-6693
Fax: (613) 998-0458
craig.hebert@ec.gc.ca

Rosemary Hood

Special Projects Officer, Science
Canadian Food Inspection Agency
1015 Arlington St, Room T2300
Winnipeg, Manitoba
Canada R3E 3M4
Tel: (204) 789-2086
Fax: (204) 789-2038
rosemary.hood@inspection.gc.ca

William (Bill) G. Horne

Program Manager, Pandemic Preparedness
Foreign Affairs and International Trade Canada
125 Sussex Drive
Tower B2-157
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0G2
Tel: (613) 995-2393
Fax: (613) 996-4381
william.horne@international.gc.ca

Lesley Howes

Bird Banding Biologist
National Wildlife Research Centre
Canadian Wildlife Service
1125 Colonel By Drive / Raven Road
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0H3
Tel: (613) 998-0515
Fax: (613) 998-0458
lesley-anne.howes@ec.gc.ca

James M. Hughes

Emory University, The Dental School Building
1462 Clifton Road NE, Suite 446
Atlanta, Georgia
USA 30322
Tel: (404) 727-3171
jmhughe@emory.edu

Rebecca Irwin

Public Health Agency of Canada
160 Research Lane, Unit 103
Guelph, Ontario
Canada N1G 5B2
Tel: (519) 826-2183
Fax: (519) 826-2255
rebecca_irwin@phac-aspc.gc.ca

Margaret Jones

International Affairs Adviser
Department of State
Room 2734, 2201 C Street, NW
Washington, DC
USA 20520
Tel: (202) 736-7112
Fax: (202) 736-7336
jonesMC@state.gov

Wei Kang

Division Director
Division of Science, Technology & International Cooperation, Veterinary Bureau
Ministry of Agriculture of People's Republic of China
11 Nong Zhan Guan Nan Li
Beijing, China
100125
Tel: +86-10-5919 2800
Fax: +86-10-5919 2800
Contact: Ms. Wang Ruocong xmjwjch@agri.gov.cn

Veronika Kanya

Assistant Research Biologist
Manitoba Conservation
200 Saulteaux Crescent Box 24
Winnipeg, Manitoba
Canada
Tel: (204) 945-7758
veronika.kanya@gov.mb.ca

Franz Karcher

Legislative Officer
SANCO C- European Commission
HITEC 2/274 L-2920 Luxembourg
Tel: +352 43 0133165
Fax: +352 43 0133449
franz.karcher@ec.europa.eu

William B. Karesh

Vice President, Global Health Program
Wildlife Conservation Society
2300 Southern Boulevard
Bronx, New York
USA 10460
Tel: (718) 220-7100
Fax: (718) 220-0741
wkaresh@wcs.org

Mohamed Karmali

Public Health Agency of Canada
Laboratory for Foodborne Zoonoses
110 Stone Road West
Guelph, Ontario
Canada N1G 3W4
Tel: (416) 954-2550
Fax: (416) 952-2235
mohamed_karmali@phac-aspc.gc.ca

Nobuko Kato

External Relations Officer
Office of the Vice President, Human Development Network
The World Bank
818 H Street, NW, Room G8-030
Washington DC
USA 20433
Tel: (202) 473-1056
Fax: (202) 502-3235
nkato@worldbank.org

Rudovick Kazwala

Professor
Sokoine University of Agriculture
P.O. Box 3021
Morogoro, Tanzania
Tel: +25523260452
Fax: +255232604647
kazwala@suanet.ac.tz

Lonnie King

Director, National Center for Zoonotic, Vector-Borne, and Enteric Diseases
Centers for Disease Control and Prevention
1600 Clifton Road; MS- D-76
Atlanta, Georgia
USA 30333
Tel: (404) 639-7380
Fax: (404) 639-7090
ljk8@cdc.gov

Arlene King

Director General
Centre for Immunization and Respiratory
Infectious Diseases
Public Health Agency of Canada
130 Colonnade Road
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 948-7929
arlene_king@phac-aspc.gc.ca

Richard Kock

Programme Manager Wildlife Health
Zoological Society London
Regents Park
London NW1 4RY
UK
Tel: +442074496483
Fax: +442074834436
richard.kock@zsl.org

Wayne Kroeker

Vice Chair
Canadian Turkey Marketing Agency
145 West Credit Avenue
Mississauga, Ontario
Canada
Tel: (204) 355-4786
vicechairctma@mts.net

Duane Landals

Vice-President
World Veterinary Association
c/o 950 Weber Centre, 5555 Calgary Trail NW
Edmonton, Alberta
Canada T6H 5P9
Tel: (780) 489-5007
Fax: (780) 484-8311
duane.landals@avbma.ca

Julia Landford

First Secretary
Regional Emerging Infectious Diseases
Australian Agency for International Development
37 South Sathorn Road
Bangkok, Thailand
Tel: +66 (0) 2 344 6470
Fax: +66 (0) 2 344 6305
julia.landford@dfat.gov.au

Elizabeth Lautner

Director
United States Department of Agriculture
1800 Dayton Avenue
Ames, Iowa
USA 50010
Tel: (515) 663-7301
Fax: (515) 663-7397
elizabeth.a.lautner@aphis.usda.gov

Aline Leboeuf

Research Head of the Programme Health and Environment
French Institute for International Relations
27, rue de la Procession
75015 Paris, France
Tel: 0033140616030
Fax: 0033140616060
Leboeuf@ifri.org

Wayne Lees

Chief Veterinary Officer
Manitoba Agriculture, Food & Rural Initiatives
545 University Crescent
Winnipeg, Manitoba
Canada R3T 5S6
Tel: (204) 945-7685
Fax: (204) 945-4327
wayne.lees@gov.mb.ca

Juan Lubroth

Head, Infectious Diseases, Animal Health Service
Food and Agriculture Organization
Viale delle Terme di Caracalla
Rome, Italy
00153
Tel: +39 0657054184
Fax: +39 0657053023
juan.lubroth@fao.org

Cheikh Ly

Service d'Economie Rurale et Gestion
Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine
Vétérinaires de Dakar
BP: 5077
Dakar - Fann, Senegal
Tel: + (221) 33 865 10 26 / 08
Fax: + (221) 33 825 42 83
chly@refer.sn

Junaidu A. Maina

Chief Veterinary Officer
Federal Ministry of Agriculture and Water Resources
Department of Livestock
P.M.B. 135, Area 11
Garki, Abuja, Nigeria
Tel: +2348037044433
junaidumaina@yahoo.com

Osman Mansoor

Senior Adviser EPI (New Vaccines)
UNICEF
3 UN Plaza
New York, New York
USA 10017
Tel: (212) 326-7410
Fax: (212) 824-6460
omansoor@unicef.org

Tianna McInnes

Senior Advisor to the Executive Vice President
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road
Tower 1, 6th Floor
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0Y9
Tel: (613) 773-5768
Fax: (613) 773-6060
tianna.macinnes@inspection.gc.ca

Moira Mckinnon

Public Health Advisor
Australian Biosecurity Cooperative Research Centre
3475 Albert Street
Regina, Saskatchewan
Canada S4S 6X6
Tel: (306) 787-3235
moira.mckinnon@bigpond.com

Pascal Michel

Chef, Division des études Agro-environnementales et des Populations
Laboratoire de lutte contre les Zoonoses Alimentaires
Agence de la Santé Publique du Canada
3200 Sicotte, C.P. 5000
Saint-Hyacinthe, Quebec
Canada J2S 7C6
Tel: (450) 773-8521 ext. 18475
Fax: (450) 778-8129
pascal_michel@phac-aspc.gc.ca

Daniel S. Miller

Director, International Influenza Unit
Office of the Secretary, Office of Global Health Affairs
Department of Health and Human Services
330 'C' St. SW, Room 2302
Washington DC
USA 20201
Tel: (202) 260-1901
Fax: (202) 690-6403
daniel.miller@hhs.gov

Subhash Morzaria

Regional Manager
Emergency Centre for Transboundary Animal Diseases
FAO
39 Phra Athit Road
Phranakorn, Bangkok, Thailand
10200
Tel: 0066 2 6974000
Fax: (+662) 697 4445
subhash.morzaria@fao.org

David Mowbray

BBC World Service Trust
301 NE
Bush House, London UK
Tel: +44 207 557 2702
david.mowbray@bbcwst.net

Elizabeth Mumford

Scientist / Veterinarian
World Health Organization
Av Appia 20
1211 Geneva 21 Switzerland
Tel: +4122 7912174
Fax: +4122 7914878
mumforde@who.int

Rodolfo Nallar Gutierrez

Wildlife Conservation Society
Indigenous people, Livestock and Wildlife
Health and Livelihoods
Bolivia
Current Address:
Wildlife Conservation Society
1036 10th Street East
Saskatoon, Saskatchewan
Canada
Tel: (306) 370-7507
rnallar@wcs.org

Scott Howard Newman

Animal Health Officer – Wildlife Unit Coordinator Infectious Disease Group
FAO – Animal Health Service
Viale delle Terme di Caracalla
Rome, Italy
00153
Tel: +39 06 570 53068
Fax: +39 06 570 53023
scott.newman@fao.org

Nick Ogden

Interim Director, Environmental Issues Division
Centre for Food-borne, Environmental and Zoonotic Infectious Diseases
Public Health Agency of Canada
Faculté de médecine vétérinaire
Université de Montréal
C.P. 5000
Saint-Hyacinthe, Quebec
Canada J2S 7C6
Tel: (450) 773-8521 ext. 18643
Fax: (450) 778-8129
nicholas_ogden@phac-aspc.gc.ca

Jane Parmley

Epidemiologist
Canadian Cooperative Wildlife Health Centre
Ontario Vet College - University of Guelph
Guelph, Ontario
Canada N1G 2W1
Tel: (519) 824-4120 ext. 54386
Fax: (519) 821-7520
jparmley@uoguelph.ca

Orapan Pasavorakul

Senior Veterinary Officer
Department of Livestock Development
69/1 Phya Thai Road
Ratchadheewee, Bangkok
Thailand 10400
Tel: +66-26534466
Fax: +66-26534921
orapanp@dld.go.th

Andrew Peters

Chief Scientific Adviser
GALVmed
Doherty Building, Pentlands Science Park
Bush Loan Edinburgh, Scotland
EH26 0PZ
Tel: 0131 445 6249
Fax: 0131 445 6222
andy.peters@galvmed.org

Gabriel Piette

Acting Science Director
Food Production Systems
Agriculture and Agri-Food Canada
3600 Casavant boulevard West
Saint-Hyacinthe, Quebec
Canada J2S 8E3
Tel: (450) 768-3304
Fax: (450) 773-2888
gabriel.piette@agr.gc.ca

Frank Pollari

Interim Director, Surveillance Division
Centre for Food-borne, Environmental and Zoonotic Infectious Diseases
Public Health Agency of Canada
255 Woodlawn Road West
Unit 120
Guelph, Ontario
Canada N1H 8J1
Tel: (519) 826-2184
Fax: (519) 826-2244
frank_pollari@phac-aspc.gc.ca

Juliet Pulliam

Research and Policy in Infectious Disease Dynamics (RAPIDD) Program Fellow
Fogarty International Center
National Institute of Health
Building 16
Bethesda, Maryland
USA 20892
Tel: (301) 402-4203
Fax: (301) 496-8496
pulliamjuliet@mail.nih.gov

Brian R. Radke

Public Health Veterinarian
BC Centre for Disease Control
655 West 12th Avenue
Vancouver, British Columbia
Canada V5Z 4R4
Tel: (604) 660-5318
Fax: (604) 660-6628
brian.radke@bccdc.ca

Mark Raizenne

Director General
Centre for Food-borne, Environmental and Zoonotic Infectious Diseases
Public Health Agency of Canada
100 Colonnade Road
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 948-6883
Fax: (613) 946-5070
mark_raizenne@phac-aspc.gc.ca

Susan Read

Science Program Coordinator
Laboratory for Foodborne Zoonoses
Public Health Agency of Canada
160 Research Lane
Guelph, Ontario
Canada N1G 5B2
Tel: (519) 826-2981
Fax: (519) 826-2367
susan_read@phac-aspc.gc.ca

Shane Renwick

Director, Animal Health Science Foresight
Science Branch
Canadian Food Inspection Agency
Tower 1 - Floor 3, Room 250
1400 Merivale Drive
Ottawa Ontario
Canada K1A 0Y9
Tel: (613) 773-5292
Fax: (613) 773-5387
shane.renwick@inspection.gc.ca

Charles Rhodes

Dean
Western College of Veterinary Medicine
University of Saskatchewan
52 Campus Drive
Saskatoon, Saskatchewan
Canada S7N 5B4
Tel: (306) 966-7448
Fax: (306) 966-7314
charles.rhodes@usask.ca

Carl Ribble

Vice President
Centre for Coastal Health
900 Fifth Street
Nanaimo, British Columbia
Canada V9R 5S5
Tel: (403) 560-1327
carl.ribbon@gmail.com

Susan Roberecki

Deputy Chief Medical Officer of Health
Manitoba Health and Healthy Living
Tel: (204) 788-6699
susan.roberecki@gov.mb.ca

Erling Rud

Senior Science Advisor
Health Canada, Science Policy Directorate
Holland Cross Building
Tower B, 1600 Scott Street
A.L.3104A
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 941-9740
Fax: (613) 948-2021
erling_rud@hc-sc.gc.ca

Satya Sarkar

Communications Coordinator
FAO – Animal Health Service
Viale delle Terme di Caracalla
Rome, Italy
00153
Tel: +39 06 570 53506
Fax: +39 06 570 53023
satya.sarkar@fao.org

Jørgen Schlundt

Director, Department of Food Safety, Zoonoses and Foodborne Diseases
World Health Organization
20 Avenue Appia, CH 1211
Geneva 27 Switzerland
Tel: + 41 22 791 3445
Fax: + 41 22 791 4807
schlundtj@who.int

Jan Slingenbergh

Senior Officer, Animal Health Service
Food and Agriculture Organization of the United Nations
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italy
Tel: +39 06 57054102
Fax: +39 06 57055749
jan.slingenbergh@fao.org

Jimmy Smith

Team Leader - Livestock
The World Bank, USA
1818 H St. NW
Washington, DC
USA 20433
Tel: (202) 458-7373
Fax: (202) 458-7373
jsmith5@worldbank.org

Caroline Smith DeWaal

Director, Program on Food Safety
Center for Science in the Public Interest
USA
Tel: (202) 332-9110
csmithdewaal@cspinet.org

Simon Strickland

Head of international desk Cabinet Office, United Kingdom
Cabinet Office, 22 Whitehall
London SW1A 2WH UK
Tel: +44 20 72 76 53 07
Fax: +44 20 72 76 53 16
simon.strickland@cabinet-office.x.gsi.gov.uk

Pratuang Sudsakorn

Senior Consultant
Charoen Pokphand Food Plc.
29/2 Moo 9
Suwimawong Road
Nongjok Bangkok, Thailand
Tel: (662) 988-0670
Fax: (662) 988-0696
pratuang.s@gmail.com

Jean Szkotnicki

President
Canadian Animal Health Institute
160 Research Lane, Suite 102
Guelph, Ontario
Canada N1G 5B2
Tel: (519) 763-7777
Fax: (519) 763-7407
jszk@cahi-icsa.ca

Darem Tabbaa

Faculty of Veterinary Medicine
Al Baath University
Hama, Syria
Tel: +963 (33) 512640
Fax: +963 (33) 520746
spana@net.sy

Alejandro Thiermann

Senior Advisor to the Director General
World Organisation for Animal Health
12 rue de Prony
Paris, France
75017
Tel: +331 44 11 18 69
a.thiermann@oie.int

Murray Trostle

Deputy Director
Avian and Pandemic Influenza Unit
United States Agency for International Development
Rm 5.08-103, RRB
1200 Pennsylvania Avenue
Washington, DC
USA 20523
Tel: (202) 712-1276
Fax: (202) 216-3702
mtrostle@usaid.gov

Don Poerjono Utojo

Executive Director
GAPPI
Jl Kemang Timur
22. Jakarta Selatan
Indonesia
Tel: (62-21) 724 3372, 726 2991 ext. 367
Fax: (62-21) 739 8234, 724 3504
donutoyo@yahoo.com

Alain Vandersmissen

Coordinateur Réponse extérieure Grippe aviaire
Commission européenne
CHAR 13/106, rue de la Loi 200
1049 Bruxelles, Belgique
Tel: +32 2 29 96233
alain.vandersmissen@ec.europa.eu

Hoang Van Nam

Deputy Director
Animal Health and Production Department
So 15 nog 78, Duong giai phong
Phuong Mai, Dong Da
Hanoi, Viet Nam
Tel: 84 4 3 8694208
hvnamdah@yahoo.com

David Waltner-Toews

Veterinarians Without Borders
110-100 Stone Road West University of Guelph
Guelph, Ontario
Canada
Tel: (519) 546-3204
Fax: (519) 763-3117
dwaltner@uoguelph.ca

Zhiliang Wang

Chief Scientist / Professor
China Animal Health and Epidemiology Center
369 Nanjing Road
Qingdao, China
266032
Tel: +86-532-87839188
Fax: +86-532-87839922
zlwang111@yahoo.com.cn

Henrik Caspar Wegener

Director
National Food Institute, Denmark
Møkhøj Bygade 19
DL-2860
Søborg, Denmark
Tel: +4520201963
Fax: +4572347028
hcwo@food.dtu.dk

Terry S. Wollen

Director of Animal Well-Being
Heifer International
1 World Avenue
Little Rock, Arkansas
USA 72202
Tel: (501) 907-4942
Fax: (501) 907-2606
terry.wollen@heifer.org

Kangzhen Yu

Chief Veterinary Officer
Ministry of Agriculture of People's Republic of China
11 Nong Zhan Guan Nan Li
Beijing, China
100125
Tel: +86-10-5919 3360
Fax: +86-10-5919 2845
Contact: Ms. Wang Ruocong xmjwch@agri.gov.cn

Shuyi Zhang

Professor
School of Life Sciences,
East China Normal University
3663 Zhongshan Beilu
Shanghai, China
Tel: 13482664415
Fax: 021 62235786
syzhang@bio.ecnu.edu.cn

Public Health Agency of Canada Organizing Group**Nick Previsich**

Senior Advisor
One World One Health
Centre for Food-borne, Environmental and Zoonotic Infectious Diseases
Public Health Agency of Canada
100 Colonnade Road
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 952-2667
nick_previsich@phac-aspc.gc.ca

Linda S. Williams

Policy Manager
Migration and Travel Health Division
Public Health Agency of Canada
130 Colonnade Road, A.L. 6503B
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 952-4603
Fax: (613) 952-8286
linda_s_williams@phac-aspc.gc.ca

Annie-Claude Bourgeois

Policy Analyst
Policy Integration, Planning, Reporting
and International Directorate
Public Health Agency of Canada
100 Colonnade Road
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 948-6821
annie-claude_bourgeois@phac-aspc.gc.ca

Purni Narayanan

Epidemiologist
Centre for Food-borne, Environmental and Zoonotic Infectious Diseases
Public Health Agency of Canada
100 Colonnade Road
Ottawa, Ontario
Canada K1A 0K9
Tel: (613) 960-2528
Fax: (613) 946-5070
purni_narayanan@phac-aspc.gc.ca

ANNEXES

Annexe C Acronymes

ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
ASPC	Agence de la santé publique du Canada
BM	Banque mondiale
CDCP	Centers for Disease Control and Prevention, É.-U.
CMIAEZ	Centre des maladies infectieuses d'origine alimentaire, environnementale et zoonotique
EPDMIE	Épidémies et pandémies découlant de maladies infectieuses émergentes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
G8	Le Groupe des Huit est composé des gouvernements de huit pays de l'hémisphère Nord : le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis et la Russie.
GA	Grippe aviaire
IAHP	Influenza aviaire forme hautement pathogène
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMS	Organisation mondiale de la Santé
UMUS	Un monde, Une santé ^{MC}
PANAFTOSA-OPS/OMS	Pan American Foot and Mouth Disease Center, Organisation panaméricaine de la santé/ Organisation mondiale de la Santé
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSC	Bureau du coordonnateur du système des Nations Unies sur la grippe